



ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

### Les textiles du Nord résistent en bloc au Consortium

#### Les états-majors réformistes cherchent l'issue de la lutte dans l'arbitrage

Le cent vingt mille grévistes de Roubaix-Tourcoing se sont organisés en défiance dans la troisième semaine de combat. Toutes les statistiques sur le manque à gagner de millions de salaires, sur la perte d'une année de prime de présence, tous les efforts des services de propagande du consortium restent impuissants.

Le prolétariat textile de Roubaix-Tourcoing est animé d'une conscience de classe profonde. Il connaît bien le naturel des salaires et des heures de travail, il vient d'engager la lutte. Depuis trois années, avec de courts répit, il lui résiste avec une volonté farouche par des grèves qui laissent complètement sans voix les puissantes usines de la féodalité textile. Les tentatives sociales, les « œuvres » du patronat n'ont pas émoussé l'esprit de classe du prolétariat dont chaque tête rapporte près de 30.000 francs par année aux exploitateurs.

#### LES MANŒUVRES RÉFORMISTES

Cette volonté de combat, cette unité puissante dans la lutte, en 1928-29, puis en août 1931, seule la trahison des chefs réformistes a permis les défections de leur but.

Déjà, dans la grève actuelle, la manœuvre réformiste : les épotes des « pourparlers qui continuent » ont en effet amorcé un accord sur la base d'un armistice de deux mois. La signature de cet accord a été précédée par une fondation, les partisans de « l'intérêt général », par une rencontre sous forme d'armistice pendant le temps de convaincre les travailleurs des textiles, de « laisser tomber la grève », par les partisans de « les sacrifices nécessaires ».

La Commission du coût de la vie ou signal de l'industrie réformiste, ont tenté de jeter « l'impartialité » ses chiffres dans la balance de l'arbitrage.

Toutes les palinodies des épotes de la collaboration de classe n'y peuvent rien, les contradictions de la crise capitaliste ont un élan de lutte directe, unanimes, prolétaires chrétiens, réformistes, unitaires, inorganisés. Des années de prêches patronaux, chrétiens, réformistes n'ont pu parvenir à tuer l'instinct de lutte. Seule la défection du Parti prolétarien ne permet pas de canaliser cette puissance prolétarienne vers ses buts révolutionnaires.

#### RÉSULTATS DE LA FOITRIÈRE SPALINNIÈRE

La région du Nord donne un exemple frappant des conséquences de la politique centriste dans les rapports du parti ou des syndicats qui ont influencé avec la classe ouvrière. On se souvient que de 1925 à 1930, dans cette région, les effectifs du parti ont été de dix fois. Les effectifs de la C. G. T. U. et de son influence ont suivi la même courbe. Il n'est pas non plus surprenant de rappeler que c'est là qu'en août et septembre derniers fut mis à l'épreuve le « tournant ». La C. G. T. U. par le mécontentement des ouvriers lors de l'application de la loi des Assurances Sociales avait un terrain objectif favorable. L'augmentation des dirigeants dans leur conception de front unique, leur cascade de mots d'ordre (contre la loi fasciste des assurances sociales, contre les chefs socialistes, etc...) laissent convaincre par les réformistes l'emprise sur le mouvement depuis le début. Et le développement de la grève toujours par les mêmes causes (maintien de la revendication de 10 fr. 50) vu une régression constante de l'influence communiste, donna la possibilité à Bauche, Vandepitte et autres chefs réformistes de manœuvrer et trahir la majorité de la classe ouvrière, d'ailleurs, dans ce « tournant », force fut bien de l'avouer.

Tous les discours de la bureaucratie centraste continuent inamoviblement à plaudoyer : « Nous avons relevé la grève, nous avons alerté la classe ouvrière... » Ces gens sont, en fait, le bâillement. En réalité, ce n'est pas prévoir que de déclarer ouverte la troisième période et par mille aventures, vidés ses organisations, aboutir à perdre la majorité de la classe ouvrière une influence qui n'a pu devenir décisive; aboutir à laisser impuissants les réformistes déshonorés, à diriger, à trahir les mouvements grévistes.

Maintenant, la crise est là. Elle crée les conditions de combat où notre carrière marque les étapes. Carrière, certes, car nous ne pouvons avaler le rôle du parti, ce rôle d'une équipe remuante. Un parti qui a été une équipe, qui est devenu insensible à notre propagande, que des centaines de milliers d'ouvriers portent en combat derrière, les travailleurs de la bourgeoisie, restent sous l'influence de la domination capitaliste; aujourd'hui pour des revendications, demain peut-être pour des luttes décisives ou se sont le sort de tout le prolétariat et de sa partie I.P.T.S., c'est le rôle de tout communiste, une situation grave et inquiétante.

L'évaluation exacte des erreurs passées, devrait permettre de comprendre la gravité de la situation actuelle. L'augmentation des dirigeants unitaires ne semble pas s'améliorer. Après avoir débordé par le déclanchement de la grève, sans avoir tenté par des propositions de front unique avant le combat de se rapprocher des ouvriers réformistes, elle s'est contentée de dénoncer verbeusement, ceux à qui elle emboîte le pas.

Depuis le début de la grève, les dirigeants unitaires substituent la dénégation à la stratégie révolutionnaire. Au lieu d'entraîner dans des combats communs, les ouvriers réformistes par des propositions d'action concertées qui aboutissent progressivement dans le développement de la lutte à caractère révolutionnaire dissocient ainsi les masses de leurs chefs; ils se contentent de formules sans portée : « Direction de la grève par les ouvriers », essayant ainsi de faire passer au second plan, des organisations syndicales, des chefs de file, des puissances et constituent les seules motivations de résistance et de combat. Puis, le verbiage sur les comités de lutte et ce fameux « front unique par en bas », qui dans un rapport des forces, constitue une garantie effective pour Maes hier, pour Vandepitte aujourd'hui.

Il ne suffit pas de déclarer que « l'on peut et que l'on doit combattre durant la crise », si l'on ne sait comment combattre. Les plus mauvais discours sur l'offensive prolétarienne, ou les meilleurs ne suffisent pas.

#### LES TACHES DU P.C.

Malgré toutes les erreurs passées et actuelles, notre parti, notre C.G.T.U., peut jouer encore un rôle important dans la lutte engagée; la trahison réformiste qui s'échoue, ouvre de nouvelles perspectives à notre action.

#### COHESION DANS LA LUTTE

Le premier chaînon de l'action à mener est d'engager une vaste campagne pour la cohésion du front de lutte : chaque jour la garde mobile chargée des balles de laine, organisée et

### LA VIE DE NOTRE JOURNAL EST EN DANGER

## A l'aide de La Vérité

Ce que nous redoutions est arrivé la semaine dernière : « La Vérité » n'a pas pu paraître. Il nous faut tirer de ce fait toutes les conséquences qu'il comporte.

Toutes nos forces et celles de nos amis doivent maintenant être tendues vers un but principal : assurer la parution hebdomadaire régulière de « La Vérité ».

Dans la situation actuelle, nous portons notre part de responsabilité. Ces dernières semaines, « La Vérité » a paru irrégulièrement, c'est-à-dire que nos lecteurs n'ont pas trouvé le journal de se mettre en campagne, de réunir des abonnements, de nous envoyer des noms et adresses auxquels nous ferons des envois d'essai.

Nous avons besoin non seulement de souscriptions, mais d'abonnés. Nous n'avons pas 1.000 abonnés, il nous les faut. Nous demandons à chaque lecteur de se mettre en campagne, de réunir des abonnements, de nous envoyer des noms et adresses auxquels nous ferons des envois d'essai.

Camarades des différentes régions, du Nord, du Centre, de Toulouse, Bordeaux, Marseille, de l'Est, sans compter tous nos amis de la région parisienne, il faut mettre à l'ouvrage. Chaque semaine, nous tiendrons nos lecteurs au courant des progrès accomplis, des efforts de chacun. C'est un travail de longue haleine qu'il faut entreprendre maintenant, avec opiniâtreté.

Le fait maintenant que chaque lecteur fasse avec nous un gros effort; le sort de « La Vérité » hebdomadaire est suspendu à chacun d'eux, à leur activité, à leur dévouement.

Nous avons besoin d'une large souscription qui ne doit pas tomber hebdomadairement au-dessous de 500 francs. Chaque envoi son obole, fasse circuler des listes, et nous les retournons dans le plus bref délai. La Vérité ne trouve pas encore sous forme de souscriptions le soutien qu'elle est en droit d'attendre de ses amis.

Travailleurs ! Assistez nombreux à la RÉUNION PUBLIQUE sur LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE organisée par la Ligue Communiste Samedi 6 juin, à 20 h. 30 Café du Tambour (Salle du 1<sup>er</sup> étage) Place de la Bastille.

### DANS LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

## Repression républicaine

LA BOURGEOISIE NE PEUT PAS ACCORDER DE RÉFORMES

Pour les masses paysannes et ouvrières, la révolution signifiait l'abolition de la monarchie, conçue comme une forme sociale d'oppression féodale. En un sens, pour les prolétaires, même celle révolution signifiait l'abolition de la bourgeoisie signifiait une émancipation sociale. De l'émancipation sociale, il n'est plus question.

Prieto, ministre socialiste des Finances, est prisonnier du jeu de la peseta agitée par les banquiers et les financiers. Caballero, ministre socialiste du Travail, cherche à introduire l'arbitrage et autres mesures au profit des patrons. L'un et l'autre ont fait signe dans la tactique de chaque jour que les erreurs nous ont éloigné de la classe ouvrière. Fermés inébranlables certes, mais souples audacieux dans la tactique dans cette voie, les bolcheviks ont donné l'exemple.

Le problème est posé, la grève des textiles est une brèche dans le flanc de l'offensive capitaliste. Les réformistes veulent le fermer tout le parti dans la bataille du Nord, sur le programme que nous traçons; c'est ainsi que l'on transformera les bavardages en action.

Plusieurs milliers de grévistes suivent notre Centre Syndical avec un courage et un dévouement révolutionnaires. L'ennemi de la classe ouvrière, il faut l'aviver de mois d'ordre justes; il doit s'étendre et triompher.

Par les propositions communistes, l'action des grévistes doit être coordonnée, de nouveaux combattants doivent rejoindre leur rang. Le flamme révolutionnaire doit emporter cette lutte, qui par les pourparlers tenait.

La victoire sur l'avant-garde capitaliste qui mène le combat est à cette condition.

Pas de division entre communistes ! Il faut retirer de suite la menace d'exclusion sur les communistes d'Halhull, oppositionalistes ou non, tous doivent s'engager coude à coude dans le combat.

Si le parti qui anime la C. G. T. U. ne comprend pas son rôle et commet encore de nouvelles erreurs, elles auront des répercussions profondes pour toute son influence.

L'opposition a développé ses propositions par des centaines d'articles dans le Nord, l'Echo qu'elles ont trouvé souligné leur justesse.

hydro-électriques, ainsi que celle des cultivateurs. A Vigo, les grévistes ont empêché deux vapeurs de quitter le port. A Oviédo, une grève générale des mineurs a vu l'arrêt du trafic. Un comité a été formé, sur le refus d'augmentation de salaires, à Barcelone. Une grève générale des transports est sur le point d'éclater; de vastes meetings d'agitation ont lieu. Dans les provinces paysannes (Cordoue), à Séville, à Zamora, une vive agitation continue à se développer chez les paysans, qui, dans quelques régions font la grève des bras croisés.

Le patronat espagnol s'affraye de cette lutte grandissante de prolétaires. Une délégation est allée demander des garanties à Zamora. Celui-ci a répondu à ces messieurs : «... le gouvernement déclare qu'il aidera de toute son autorité les délégués du travail, en cas de conflits sociaux, si les éléments de conciliation et d'arbitrage ne suffisent pas, à veiller à l'application stricte de la législation en vigueur. Au cas où elle serait isolée, les délégués devront requérir les autorités pour faire prendre les mesures nécessaires. Le gouvernement veillera à l'application de ces dernières ».

C'est là une déclaration cynique, l'aveu que le gouvernement, complétement s'appuyant sur la force pour faire respecter la loi, qui est celle du patronat. Les augmentations de salaires, une nouvelle législation du travail, des secours aux chômeurs sont autant de revendications que la bourgeoisie ne veut pas satisfaire. Les délégués arbitrent les conflits en sa faveur, et ferment respecter leur arbitrage par la force. Le gouvernement Zamora-Caballero entend rester un gouvernement de réaction sociale. Sa face « démocratique » n'est que duperie. Engageant la lutte pour leurs revendications de classe les ouvriers s'en rendront mieux compte chaque jour.

LA DIRECTION RÉVOLUTIONNAIRE DU PROLÉTIARIAT

Où réaction, ou révolution. Le dilemme est ainsi posé par les événements. Mais la solution dépend pour une large part de la direction révolutionnaire du prolétariat. Sans direction en laquelle il ait confiance, le prolétariat manquera d'une avant-garde qui puisse le guider, éviter les erreurs, le mener à la victoire. La vaste agitation qui se développe dans le pays n'aura de résultats sérieux que si elle est aidée, éclairée, enregistrée, analysée, rendue consciente, etc., par une avant-garde, par le parti communiste. Toutes les luttes actuelles sont dirigées par les syndicats dans certains cas par des comités de chômeurs. Mais ces luttes restent dispersées, sans coordination, sans objectif précis. Or, pour se développer victorieusement, elles doivent apparaître comme les étapes d'une évolution qui conduira à la prise du pouvoir.

L'humanité raconte quotidiennement des mensonges sur le rôle des communistes espagnols, elle trompe le prolétariat français et international en lui faisant croire l'existence d'un parti communiste sélectif, lâché, prêt à la bataille.

En réalité, le parti reste tout entier à créer. Quelques groupes infimes existent; les principales forces communistes sont hors du contrôle des staliniens. Le problème de l'heure, c'est justement la création du parti, la sélection.

Dans notre dernier numéro, nous avons parlé des espérances de nos camarades oppositionalistes. Nous avons aussi mis au point un certain nombre d'informations sur les communistes de Madrid. A cela, ni à nos articles antérieurs, l'humanité ne répond rien.

LA LUTTE DE CLASSES

Le numéro 30 de LA LUTTE DE CLASSES vient de paraître.

Au sommaire :

La révolution espagnole :

- L. Trotsky : Dix commandements du communiste espagnol. — H. Lacroix : La situation politique actuelle et les tâches de l'opposition communiste espagnole. — Le « Bloc ouvrier » actuels.
- La situation de l'Espagne actuels, devant les événements actuels.
- P. Naville : Le Gouvernement provisoire contre le prolétariat espagnol.
- M. Schachtman : La théorie du Staliniisme et la révolution en Espagne. — Les livres : « La révolution espagnole, par K. Marx.

Prix de ce numéro 2 fr.

En vente dans les principaux kiosques et 45, boulevard de la Villette, Paris (10<sup>e</sup>).

MOUVEMENTS DE GREVE

La semaine dernière, de nombreux conflits ont surgi. Après les troubles violents de Saint-Sebastien, l'agitation s'est étendue à tout le pays. A Saragosse, les chômeurs ont manifesté très violemment. Ils ont occupé une usine, qu'ils n'ont abandonnée que sous la pression de la garde civile, ancien instrument aux mains du pouvoir royal, maintenant possédé par les républicains — mais également haine des ouvriers. A Saragosse toujours se poursuit une grève des métallurgistes et ouvriers des sociétés

### En Espagne :

« Le mouvement républicain groupa des éléments disparates : républicains, monarchistes ralliés à la République, socialistes, anarchistes, trotskystes », déclare DUCLOS au C.C. du parti.

...Mais nos camarades oppositionalistes, emprisonnés par Berenguer l'ont été de nouveau par Zamora.

**Voilà la vérité.**

### LE 1<sup>er</sup> MAI EN ANNAM

## Nouvelles atrocités françaises en Indochine

Le gouverneur général Pasquier, le responsable des massacres est renvoyé en Indochine. Les instructions cruelles qui lui ont été données transparents dans le discours chargé de menaces de Paul Reynaud : « La France est forte, elle défendra la population indigène qui sera la première victime de notre faiblesse. Elle maintiendra l'ordre ». Avant son départ Pasquier a fait des déclarations sans équivoque. La révolution indochinoise est à ses yeux une véritable et dangereuse mystique. Elle est maintenue par la terreur et que je dois combattre avec la plus sévère énergie. C'est n'est pas une lutte de nation à nation, c'est une lutte qui se pose entre une mystique communiste contre mystique chrétienne en Europe, mystique révolutionnaire contre confucianisme en Asie... Le problème de l'Indochine n'est qu'un cas particulier de l'attaque générale contre notre civilisation.

Dans son implacable conscience de classe, la bourgeoisie comprend bien que les rangs de paysans qui s'avancent les poings serrés contre les mitrailles de la légion représentent une ligne du front de combat qui oppose la révolution mondiale montante au monde impérialiste. Les paysans indochinois continuent à dresser des levées successives que les cruautés de la répression ne parvenant pas à abattre. Le 14 avril, dans la province de Vinh, des groupes de combat commandés par des sous-officiers de la légion attaquent des colonnes de milliers de manifestants précédés de drapeaux rouges et convergent sur la sous-préfecture de Do-Luong. Au total plus de 2.500 communistes furent pris par ces démonstrations. Les lieux de séjour furent 21 tués à Cho-oum, 10 blessés à Nam-bi, 3 tués à Yen-Ben, 9 tués à Tri-Lai. Le 12 avril plusieurs centaines de communistes furent dispersés dans la province de Hai-hue. Là, des rassemblements de milliers de paysans se firent dans la proximité des postes de Lai, Thach et Lao-Thien. Un détachement de troupes tonkinoises rencontra une résistance tenace de bandes organisées manœuvrées au combat. Le contact dura plusieurs heures, obligeant les troupes à faire des feux de salve et finalement charger à la baïonnette pour l'encerclement. Il y eut 80 tués. (Tribune Indochinoise, 20 avril 31).

Le Temps Colonial ajoute que les dernières journées d'avril et le 1<sup>er</sup> mai ont vu de nouveau se heurter les manifestants et la troupe qui relève 175 cadavres de moulins. Depuis l'effacement de la plus grande dans les provinces de Hanoi, de Vinh, de Haiphong, de Bac-Kang, de Nam-Binh et de Nam-Dinh, le mouvement de haines et de menaces, il apparaît que l'histoire de la lutte des paysans ruinés du Nord-Annam est entrée dans une phase plus agitée encore. Des bandes armées manœuvrées librement au sifflet, sous le commandement de cadres entraînés et expérimentés. Mensongers appels à l'extermination que dément tout drainage du biton des morts, il faut maintenant que seule la troupe relève. Malgré tout, la lutte des paysans du Nord-Annam a pris un caractère plus violent encore. Il est d'autant plus nécessaire pour les communistes d'intégrer la lutte héroïque des paysans paysans au combat révolutionnaire qui anime toute l'Union, de le lier au mouvement du prolétariat des grands centres, dont la province de Vinh-Hai-hue est toute voisine, en faisant porter l'effort sur le prolétariat des centres dont dépend le sort de la révolution indochinoise et en suscitant le mouvement par les mots d'ordre économiques et politiques capables de démanteler les compromis de travailleurs. C'est à ce prix que l'héroïsme inépuisable dépensé depuis plus d'un an par les paysans du Nord-Annam sera gagnés pour le mouvement révolutionnaire.

Cette activité se heurte à une véritable éffrayance de la terreur policière dans les villes. C'est pourquoi elle doit recevoir l'aide nécessaire du prolétariat de la métropole. L'action des ouvriers doit constituer le mouvement révolutionnaire indochinois et être dirigée par le prolétariat de la métropole. L'action des ouvriers doit être dirigée par le prolétariat de la métropole. L'action des ouvriers doit être dirigée par le prolétariat de la métropole.

### LA CRISE DU FASCISME

## Qu'est-ce que le « confit » entre le fascisme et l'Action Catholique ?

A la veille du Flébiliscite, Mussolini, tentant d'affaiblir les bases de son édifice par l'effet grave de la crise et de l'usage subit par la dictature des chemises noires, dut recourir à l'appui de l'Eglise qui, par son organisation, lui permettait d'endiguer le mouvement des masses échappant à son contrôle surtout à la campagne, frappée par la crise agricole. Le prix de ce rapprochement fut la création de l'Etat du Vatican, décrétée par l'accord de Latran. Mais les contradictions sur lesquelles cet accord était basé ne pouvaient pas ne pas éclater. Elles ont même mûri plus rapidement qu'on pouvait le prévoir, et ceci à cause des événements internationaux (les événements espagnols, comme nous le verrons ensuite).

Contrairement aux lois établies par le régime mussolinien qui tolèrent l'existence d'une organisation politique, syndicale, culturelle, sportive, qui ne soit entièrement soumise au contrôle de l'Etat fasciste, par l'article 43 de l'accord de Latran, l'Action Catholique obtenait droit et liberté d'existence. On discute actuellement dans la Cité du Vatican et dans la Rome fasciste au sujet de la violation de cet article de l'accord de Latran. De l'un et de l'autre côté, on se réclame de la loi. Suivant la presse fasciste, l'Action Catholique, sous l'apparence de l'activité religieuse, garde une organisation et poursuit des buts nettement antifascistes. Selon les catholiques, c'est le Gouvernement de Rome qui rompt avec le traité de Latran.

En effet, l'Action Catholique n'a été, à aucun moment, une organisation purement religieuse. Elle comprend les organisations suivantes : 1° la Fédération italienne des hommes catholiques; 2° Société de la jeunesse catholique italienne; 3° Fédération universitaire catholique; 4° Union des femmes catholiques italiennes; 5° Institut catholique d'activités sociales. Et c'est surtout contre cette dernière institution et contre la jeunesse catholique que le régime mussolinien, régime « totalitaire », s'acharne aujourd'hui.

L'institution dite d'activités sociales (ICAS) comprend : Institutions économiques et sociales; coopératives, banques, caisses rurales, Sociétés d'aide mutuelle, œuvres différentes d'assistance, etc. En 1925, ces institutions étaient 200; en 1926, 600; en 1927, elles touchaient les 1.000; en 1928-1929, elles arrivaient à 1.500-2.000, et étaient accrues dans les années suivantes. Au sein de toutes les Associations catholiques adhérentes à l'Action Catholique, ont été créées des Sections professionnelles développant une réelle activité syndicale dans les limites de la légalité fasciste. Le Gouvernement fasciste, au moyen de l'appui de l'Eglise, s'est indirectement servi de l'organisation de l'Action Catholique en tant que force d'équilibre et de conserva-

tion. A l'époque de la guerre entre le Saint-Siège et Mussolini ? Les chroniques de ces jours résistent des crises qui mettent aux prises le Pape et le fascisme. D'après certains journaux, une rupture des relations diplomatiques serait même possible entre le Vatican et le Gouvernement italien.

Voilà peu de temps que Mussolini était béni par le Pape comme l'envoyé du Seigneur, et le fascisme invoqué comme une force à laquelle on devait le salut du monde. L'Etat du Vatican lui-même était la grande œuvre de Mussolini. On y voyait la fin de la « question romaine », la solution de la vieille querelle entre l'Eglise et l'Etat italien. Et maintenant on parle à nouveau d'un conflit entre le Pape et le Gouvernement de Rome, sous l'aspect d'un conflit entre le fascisme et l'Action catholique.

Quelle a été, quelle reste l'attitude de l'Eglise vis-à-vis du fascisme ? Depuis les premières formations des bandes de chemises noires, l'Eglise a gardé envers lui une attitude de soutien. Hostile à la violence quand il s'agit de la mettre au profit de la classe ouvrière, l'Eglise estime toujours que la violence est « sainte » quand elle est employée à la défense de l'ordre capitaliste. Naturellement, la ligne de cette attitude — tout en restant identique dans son but de conservation sociale, — ne se développe pas d'une manière uniforme et simple : elle est complexe comme sont complexes les bases sur lesquelles l'Eglise s'appuie. Simplement à la campagne, pour simplifier notre exemple, l'Eglise doit manifester son intérêt pour défendre les gros propriétaires sans perdre en même temps la confiance des paysans pauvres et exploités. D'un côté, appuyant les bandes fascistes de l'autre, suivant les circonstances, en employant la protestation, la méthode de l'anathème.

Or, pour nous, l'essentiel est de faire ressortir des différentes attitudes de l'Eglise, son caractère de classe, c'est-à-dire faire ressortir la véritable nature de tout conflit qui peut jaillir entre elle et l'Etat fasciste. Exclure toute possibilité de conflit, de choc profond, et même de rupture, est impossible de tout accord entre l'Eglise et le fascisme. En vérité, les faits parlent mieux que toute dissertation. Ceux qui n'ont pas tenté d'accorder entre le fascisme et le Vatican ont été démentis par les fameux accords de Latran; comme sont démentis par l'expérience actuelle ceux qui n'ont pas tenté de choc profond entre l'Etat fasciste et le Vatican. Or, les deux événements : celui de l'accord de Latran et celui de l'accord de Rome, ont deux portées différentes qui sont tout de même le reflet d'un processus unique d'aggravation des contradictions du régime fasciste.

Tian-San.

tion du régime. Mais jusqu'à un certain point, car la liberté relative permise à l'Action Catholique s'est avérée être un moyen qui se retourne contre le régime. Avec l'aggravation de la crise, les masses « contrôlées » par l'Action Catholique cherchent une issue à leur situation et elles demandent non plus des mots, mais de l'action. D'où la contradiction profonde où est placée l'Action Catholique : d'une part, elle est impuissante à donner une solution aux graves problèmes posés par la crise du fascisme ; d'autre part, elle est poussée par ses bas à agir.

DANS LA XX<sup>e</sup> U. R.  
L'Assemblée des cadres syndicaux n'apporta rien

Un document « secret » publié par le *Lavoro fascista*, de Rome, et concernant des réunions de la déléguée de l'Action Catholique à la veille de la célébration des quarante ans de l'Encyclopédie *Rerum Novarum*, nous en donne la confirmation. D'après ce document « secret », la jeunesse catholique aurait tenu à Rome deux réunions ayant pour objet d'examiner la situation et l'attitude à suivre. Le vice-président des jeunes catholiques aurait déclaré : « L'ennemi (le fascisme) craint notre organisation soit pour le courage de nos frères, soit pour le courage de nos sœurs. Mais nous ne craignons rien, nous sommes prêts à tout. Nous nous sommes réunis dans toute la région, province, diocèse, village, de sorte que si nos groupes devaient bouger en même temps, ils pourraient même déterminer le changement d'une situation... » La situation n'est pas seulement grave, elle est très grave... Il faut absolument que nous fassions pression sur la périphérie de fermes de directives et de la décision de vouloir garder nos positions... » Dans les journées du 16 et 17 avril, à l'Assemblée générale de l'Action Catholique, le président donnait les données suivantes sur le développement de l'organisation des jeunes catholiques : plus de 140.000 cartes, 100.000 adhésions, la carte avec une augmentation respective de 19.000 et de 20.000 sur le 31 décembre 1930. De la part des secrétaires fédéraux, il a été demandé de réagir vis-à-vis du fascisme avec fermeté « pour ne pas faire le jeu de l'adversaire, comme il est arrivé pour les jeunes ouvriers, les caissiers ruraux, et ainsi de suite ».

Dans la 20<sup>e</sup> U. R., vendredi dernier s'est tenue une assemblée des cadres syndicaux de la 20<sup>e</sup> U. R. avec, à son ordre du jour, la grève des textiles.  
Seuls, les délégués avaient accès à la salle, les syndiqués devaient écouter de la tribune. En réalité, en pleine grève des textiles, cette réunion réunissait cent assistants, délégués ou assistants, dans un état d'angoisse de l'état d'esprit de notre 20<sup>e</sup> U. R.  
Passons sur le discours de Mauvais, après lequel Raynaud vint faire à l'assistance une harangue choisie : « Il faut le reconnaître, peu de monde, et j'ai observé des assistants qui regardaient la pendule ! Vous n'éprouvez plus le besoin de vous instruire ! Mais l'intérêt manquant, votre continu à venir, ce fut regrettable car Raynaud passa à la scène des aveux : « Le Congrès de la XX<sup>e</sup> U. R. fut artificiel... la situation est terrible... je cite l'histoire et pas encore l'histoire... »  
Mais la bureaucratie a des remèdes : le 16 juin, une réunion intercorporative à Bullier avec pointage « sévère » des cartes syndicales. Un militant de l'U. R. s'adressa à l'assemblée : « Pourrions-nous nous exprimer ? »  
biablis, rien de ce qui s'est passé en Espagne. L'exemple doit nous servir... »  
L'Espagne ne peut certainement pas ne pas préoccuper l'Église, qui sent tout le danger d'une « solidarité indissoluble » avec le régime mussolinien. Il s'est donc créé une situation contraire à celle qui existait au moment du pacte de Latran. Le danger de l'éloignement des masses de la campagne des organisations catholiques ; le danger que ces masses, sous la poussée de la crise, cherchent une solution sur le terrain révolutionnaire, ce danger force le Vatican à une manœuvre contraire à celle de l'accord de Latran, et le Gouvernement fasciste à reprendre ce qu'il avait donné. D'où l'ordre de fermeture des clubs catholiques et toutes les autres mesures contre l'Action Catholique. La question n'est donc pas « juridique » ; la question n'est donc pas de savoir de quel côté la violation a été faite de l'article 43 du Concordat du Latran. La rupture est imposée par la rupture de l'équilibre de la situation.

# LE FRONT UNIQUE

Raynaud n'hésita pas : « Non, nous sommes dans la C.G.T.U. et non au Club du faubourg ». Puis vint un interminable ordu du jour aux textiles où était émise cette nouvelle formule de suite, à savoir : « Supprimer les bureaux bureaucratiques : « Ouvriers, dirigez votre grève vous-mêmes ! » ?  
Comme « nous n'étions pas au faubourg », les observations furent faites par ceux qui ont cet ordre du jour furent salués de clamours des rares assistants tenaces et l'ordre du jour fut voté, en regardant la pendule.

Mais l'ordre du jour avait accès à la salle, les syndiqués devaient écouter de la tribune. En réalité, en pleine grève des textiles, cette réunion réunissait cent assistants, délégués ou assistants, dans un état d'angoisse de l'état d'esprit de notre 20<sup>e</sup> U. R.  
Passons sur le discours de Mauvais, après lequel Raynaud vint faire à l'assistance une harangue choisie : « Il faut le reconnaître, peu de monde, et j'ai observé des assistants qui regardaient la pendule ! Vous n'éprouvez plus le besoin de vous instruire ! Mais l'intérêt manquant, votre continu à venir, ce fut regrettable car Raynaud passa à la scène des aveux : « Le Congrès de la XX<sup>e</sup> U. R. fut artificiel... la situation est terrible... je cite l'histoire et pas encore l'histoire... »  
Mais la bureaucratie a des remèdes : le 16 juin, une réunion intercorporative à Bullier avec pointage « sévère » des cartes syndicales. Un militant de l'U. R. s'adressa à l'assemblée : « Pourrions-nous nous exprimer ? »

## DANS L'EST Secteur de Neuves-Maisons-Chaligny POUR LE FRONT UNIQUE DES MINEURS

L'OFFENSIVE S'ETEND  
Dans l'Est, à Neuves-Maisons-Chaligny, ce sont 3.500 métalliers des Forges de Châtillon-Commentry qui sont menacés d'une diminution de salaires, si leur riposte n'est pas rapide et vigoureuse.  
Les oppositionalistes ont lancé l'appel que nous publions ci-dessous, les chefs unitaires s'ils ne se dirigent pas dans la voie tracée par nos camarades auront une fois de plus laissé les mains libres aux réformistes pour trahir. Le moment n'est pas de distribuer aux mineurs et aux métalliers des tracts et de leur dire : « Ça ira », mais de faire riposte, mais d'augmenter ! Mais de se montrer capable d'organiser l'action concertée des deux syndicats, c'est-à-dire du tout d'ordre. Contre toute diminution de salaires, si leur riposte n'est pas rapide et vigoureuse.

## Au syndicat de l'habillement-fourrure

Notre syndicat — comme beaucoup d'autres — n'a pas été exempt de la crise des effectifs. Sur 500 à 600 adhérents que nous étions en 1929, nous ne sommes plus qu'à 350, ce qui montre bien que malgré les perspectives justes, notre syndicat a baissé de 30 % environ.  
Est-ce que nous devons nous alarmer ? Oui ! Plus que pour les autres syndicats, parce que chez nous il existe, ce qu'on appelle une sous-fraction dans la fraction communiste du syndicat. Leur travail est le même que celui de nos camarades du parti, mais ils ne peuvent rien faire amener toutes sortes de considérations personnelles, des rancunes, etc. et cela nuit à l'unité de notre syndicat. On en a vu l'exemple dans la fraction communiste du syndicat. Les camarades de la fraction communiste à une grande majorité ont soutenu la marche de notre syndicat. On en a vu l'exemple dans la fraction communiste du syndicat. Les camarades de la fraction communiste à une grande majorité ont soutenu la marche de notre syndicat.

En face de nous, une puissante compagnie, celle de Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons, vient de révéler sa combativité sous forme d'une note annonçant au personnel de la mine et de l'industrie qu'elle diminue de 3 % sur le salaire horaire et les primes ; une autre de 6 % sur la prime de vie chère. Pourtant, l'année dernière a rapporté plus de 8 millions de bénéfices aux actionnaires.  
Devant cela nous disons, l'heure n'est plus aux bavardages stériles, mais à la bataille et pour cela qui faut-il ? Nous l'avons déjà dit et nous le répétons : il faut la force !  
Le front unique est la seule solution.  
Nous, — fraction de l'O. U. — proposons à nos camarades des syndicats unitaires des mines et de l'industrie de faire auprès des Syndicats unitaires une demande pour qu'ils assurent une masse compacte de combattants

biablis, rien de ce qui s'est passé en Espagne. L'exemple doit nous servir... »  
L'Espagne ne peut certainement pas ne pas préoccuper l'Église, qui sent tout le danger d'une « solidarité indissoluble » avec le régime mussolinien. Il s'est donc créé une situation contraire à celle qui existait au moment du pacte de Latran. Le danger de l'éloignement des masses de la campagne des organisations catholiques ; le danger que ces masses, sous la poussée de la crise, cherchent une solution sur le terrain révolutionnaire, ce danger force le Vatican à une manœuvre contraire à celle de l'accord de Latran, et le Gouvernement fasciste à reprendre ce qu'il avait donné. D'où l'ordre de fermeture des clubs catholiques et toutes les autres mesures contre l'Action Catholique. La question n'est donc pas « juridique » ; la question n'est donc pas de savoir de quel côté la violation a été faite de l'article 43 du Concordat du Latran. La rupture est imposée par la rupture de l'équilibre de la situation.

« A propos de l'Action Catholique, il me plaît de souligner la grande opportunité qu'elle développe une activité d'organisation aussi sur le terrain social, en ayant spécialement sous les yeux ce qui arrive aujourd'hui en Espagne... La persécution religieuse, qui ne serait certes pas arrivée si les catholiques espagnols eussent constitué une organisation sociale solide et active comme l'Action Catholique, lui donnant les moyens par lesquels, aujourd'hui, il y aurait là-bas un organisme capable non seulement d'endiguer et de réagir contre les manifestations anti-catholiques, mais capables de s'emparer du pouvoir... Dans d'autres pays, comme la Bavière, où l'Action Catholique était bien organisée, on n'a pas dû déplorer, dans des situations sem-

biablis, rien de ce qui s'est passé en Espagne. L'exemple doit nous servir... »  
L'Espagne ne peut certainement pas ne pas préoccuper l'Église, qui sent tout le danger d'une « solidarité indissoluble » avec le régime mussolinien. Il s'est donc créé une situation contraire à celle qui existait au moment du pacte de Latran. Le danger de l'éloignement des masses de la campagne des organisations catholiques ; le danger que ces masses, sous la poussée de la crise, cherchent une solution sur le terrain révolutionnaire, ce danger force le Vatican à une manœuvre contraire à celle de l'accord de Latran, et le Gouvernement fasciste à reprendre ce qu'il avait donné. D'où l'ordre de fermeture des clubs catholiques et toutes les autres mesures contre l'Action Catholique. La question n'est donc pas « juridique » ; la question n'est donc pas de savoir de quel côté la violation a été faite de l'article 43 du Concordat du Latran. La rupture est imposée par la rupture de l'équilibre de la situation.

Comme nous l'avons dit, les forces engagées dans la révolution ? Toutes les forces de conservation sociale cherchent une solution à ce problème. Cette solution sera-t-elle donnée par un prolongement de la dictature fasciste, par un compromis entre la dictature et les réserves social-démocrates de la bourgeoisie ; ou bien nous serons-t-elle donnée par une réorganisation de la dictature sur des bases nouvelles, ou tout effort de conservation sera vaincu par l'effort prolétarien ? Chacune de ces solutions est liée aux forces en présence, et surtout à la capacité d'intervention de la classe ouvrière en tant que force organisée et consciente de sa tâche historique !

Ces faits pour nous peuvent être l'occasion d'un commencement d'influence, en France, sur les ouvriers et ouvrières, en particulier les jeunes, qui sont les plus nombreux et les plus dynamiques. Ils sont avec les femmes environ 65 %. Après une lutte intestine grave, nous sommes quand même arrivés à opérer un sérieux redressement. Si nous nous sommes débarrassés de ce syndicat, travaillant sans questions personnelles, pourrait dans quelque temps nous être favorable pour notre travail.  
En s'orientant sur les sections locales de quartiers, avec un bon travail, on peut amener des organisations à nous faire une véritable organisation de masse comme doit être une organisation révolutionnaire. Les sections locales des ouvriers sur une base de revendications de lutte économique contre le capitalisme.  
Mais encore actuellement avec les mots d'ordre de la bourgeoisie, nous sommes dans la situation de la bourgeoisie. L'injure à l'égard des ouvriers n'est que la forme d'expression de la bourgeoisie. L'injure à l'égard des ouvriers n'est que la forme d'expression de la bourgeoisie.

RIEDER  
Jean de Pierrefeu  
Nouveaux mensonges  
de Plutarque  
Un volume in-16 de la collection "Témoignages" - 15fr.  
Tombeau de l'Histoire  
officielle : La Marseillaise  
Verdun, Avril 1917  
7 - PLACE SAINT-SULPICE - 7 - PARIS (VI<sup>e</sup>)

## L. TROTSKY Les problèmes du développement de l'U. R. S. S.

Le début de ce projet de plate-forme est paru dans les numéros 88 et 89 de La Vérité.  
LE REMPLACEMENT DU PARTI PAR UN APPAREIL  
Les aveugles, les mercenaires ou les dupes seulement peuvent nier que le Parti gouvernant dans l'U. R. S. S., qui est aussi le parti dirigeant de l'Internationale Communiste, soit délinquamment dominé et remplacé par l'appareil. La différence gigantesque qui existe entre le bureau central et le Comité central est la preuve précise comme étant la liquidation définitive, accomplie pendant cette période, de la dépendance de l'appareil vis-à-vis du Parti et de la renaissance plébiscitaire de cet appareil lui-même.  
De la démocratie dans le Parti, il ne reste plus de traces. Les organisations locales sont formées et modifiées par des secrétaires au pouvoir absolu. Les nouveaux membres du Parti se recrutent sur l'ordre du Centre, par des méthodes de prestations politiques. Les secrétaires locaux sont nommés par le Comité central qui est transformé officiellement et ouvertement en un organe délibératif et exécutif arbitraire. Les Congrès sont reportés arbitrairement, les délégués sont choisis d'en haut sous le signe de la solidarité avec le chef manœuvré. L'ordre des mandats est basé sur la base sur les sommets est écartée. Les membres du Parti sont dressés systématiquement dans le sens de la soumission passive. Chacun des vices du régime plébiscitaire, c'est-à-dire des traits qui composent la nature d'un révolutionnaire, sont étouffés, poursuivis et piétinés.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

LA JUSTIFICATION BRANDLERIENNE DU BUREAUCRATISME PLEBISCITAIRE  
Les auteurs droitières du centrisme, les brandleriens, ont essayé de justifier l'extrême délinquance de l'appareil stalinien par le fait que « manque de culture » de la masse ouvrière, ce qui ne les empêche pas cependant de reconnaître au prolétariat russe le monopole de la construction du socialisme dans un seul pays.  
Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

LA POLITIQUE BUREAUCRATIQUE DU LOUVOISMENT ENTRE LES CLASSES  
Les zigzags politiques de l'appareil ne sont pas un hasard. Ils expriment l'adaptation de la bureaucratie à des forces de classe opposées. Les zigzags politiques de l'appareil ne sont pas un hasard. Ils expriment l'adaptation de la bureaucratie à des forces de classe opposées.

LA POLITIQUE DU LOUVOISMENT N'EST PAS COMPATIBLE AVEC L'ACTIVITE PROPRE DU PARTI PROLETARIEN  
Au-dessus de tous les problèmes se trouve pour la bureaucratie le problème de son auto-conservation. De tous ces tourments découle immédiatement sa tendance à garder son indépendance, sa position, son pouvoir. Mais la politique de louvoisement, qui exige la liberté d'action, est incompatible avec l'activité propre du Parti, habitué au contrôle et exigeant le compte rendu. De la décadence du système de destruction violente et idéologique du Parti et de confusion semée volontairement.

LES ELEMENTS DE LA DUALITE DE POUVOIR  
Deux procès judiciaires — celui des spécialistes et celui des mencheviques — ont donné un tableau très net des tendances divergentes du Parti dans l'Union. Les organes juridiques ont démontré que pendant les années 1923-25, les socialistes bourgeois en collaboration étroite avec les mencheviques ont tenu le rôle dirigeant dans le Parti. Les centres économiques, le Parti Socialiste Soviétique, l'autre parti, le centrisme a glissé à tel point vers la bourgeoisie que la politique officielle du Parti pendant nombre d'années a servi de prétexte à des plans et méthodes de la restauration capitaliste !  
Le zigzag à gauche de Staline, témoin objectif de la grande vitalité de la dictature prolétarienne, en faisant tourner la bureaucratie autour de son axe, n'a recréé en aucun cas une politique plus dangereuse que la politique officielle du Parti pendant nombre d'années a servi de prétexte à des plans et méthodes de la restauration capitaliste !

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

ayant comme but précis de vaincre le patronat et empêcher toute direction de nos misérables salaires. Nous disons, nous, qu'il ne s'agit pas de répéter inlassablement des formules crues sur le front unique, mais de le réaliser et de le maintenir. Le moment est opportun ; il faut montrer à tous les ouvriers de notre secteur que nous savons mettre à bas toutes questions personnelles. Quand il s'agit de l'intérêt des prolétaires, nous sommes prêts à sacrifier nos forces ouvrières et à nous battre avec la fermeté, il faut laisser de côté toute question de divergences et d'individualités et s'unir en un seul bloc pour opposer à toute diminution de salaire. Le front unique ne se fait pas entre le chef confédéré et tel autre unitaire, mais entre l'unité et l'unité organisationnelle. Le front unique tel que le comprennent les bureaucraties unitaires n'est que l'opportunisme que nous voyons. L'heure actuelle dans notre milieu ou le mouvement est entièrement sous le contrôle du chef réformiste Dolter et le comité de grève qui pourrait empêcher celui-ci de négocier un compromis lorsqu'il le jugera possible.  
Nous disons, nous, qu'il faut dire à nos camarades des syndicats confédérés que la diminution des salaires nous frappe au même titre que nous, et que nous devons nous battre ensemble, que nous devons nous unir et nous battre ensemble, que nous devons nous unir et nous battre ensemble.

AVANCES SUR TRAITEMENTS  
Banque des Fonctionnaires  
22, Rue de Mogador, PARIS (9<sup>e</sup>)  
Conditions les plus avantageuses  
DISCRETION ABSOLUE

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Jamais de souvenir de millant le déploiement des forces policières n'avait été si grand. Pour réduire le niveau de vie des ouvriers, combattre les grèves, dompter les esclaves coloniaux en révolte, la bourgeoisie frappe, intimidée par le dégoût de ses forces policières et cette intimidation est l'annonciatrice de violences aggravées.  
Les agressions policières contre Marly, la bagarre du boulevard de Charonne, montrent la volonté de la bourgeoisie de détruire les cadres révolutionnaires et de dompter l'avant-garde prolétarienne.  
Face à la bourgeoisie, le parti et la fraction de la classe ouvrière réveillée par le danger de la bourgeoisie, nous devons nous battre, nous devons nous battre, nous devons nous battre.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.

Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale. Le retard économique et culturel de la Russie est incontestable. Mais le développement de la Russie ne peut être que le résultat de la révolution mondiale.